

Rwanda

Lourde défaite de la garde présidentielle

L'Humanité, 23 mai 1994, page 5

Les forces du Front patriotique (FPR) ont pris le contrôle de l'aéroport de Kigali et de Camp Kanombé, une base qu'occupaient les responsables des massacres. En visite dans les camps de réfugiés, le ministre de la Santé français dénonce « la purification ethnique qui frappe aussi les enfants ».

APRES avoir pris le contrôle de l'aéroport au terme de terribles combats, les forces du Front patriotique rwandais (FPR) se sont emparées dimanche de la caserne de Camp Kanombé qu'occupaient des unités de la garde présidentielle de sinistre réputation. Confirmée par les observateurs de la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR), il semble que la prise de Camp Kanombé n'ait pas donné lieu à une résistance farouche; la caserne avait été désertée par ses occupants, lorsque les troupes du FPR y pénétrèrent. Abdul Kabia, porte-parole de la MINUAR, affirmait, pour sa part, que les observateurs n'avaient pas constaté la présence de cadavres dans la caserne.

Camp Kanombé était occupé jusque-là par 3.000 ou 4.000 hommes. Avant l'arrivée du FPR, plusieurs centaines de militaires, ayant revêtu

par précaution des vêtements civils, avaient demandé la protection des 300 casques bleus ghanéens stationnés à l'aéroport. Les forces du pouvoir autoproclamé tiennent encore à Kigali trois importantes casernes, dont celle de la garde présidentielle, un camp de gendarmerie et Camp Kigali, dans le centre-ville, près du ministère de la Défense. Camp Kanombé, bombardé depuis plusieurs semaines, était une pièce importante dans le dispositif de l'armée rwandaise. Sa conquête, ainsi que celle de l'aéroport, est « très importante pour ce qui va suivre, estimait dimanche dans l'après-midi James Rwego, porte-parole du FPR, selon lequel « il sera très difficile aux forces armées, qui n'ont même pas su défendre Camp Kanombé, de se battre pour reconquérir l'aéroport ». De même, a affirmé M. Rwego, l'acheminement de l'aide humanitaire, perturbé par les combats que se livraient les belligérants, sera dorénavant plus « facile ».

En effet, les affrontements autour de l'aéroport avaient obligé pendant trois jours les avions de l'ONU à rebrousser chemin, les soutes pleines de médicaments et de nourriture qui manquent dramatiquement à la population martyrisée. Le chef de la MINUAR, le général Roméo Dallaire,

avait tenté d'arracher un accord de neutralisation de l'aéroport. Il s'était opposé à un refus du FPR, dont les dirigeants avaient assuré qu'ils étaient sur le point de gagner la bataille de l'aéroport, lien vital entre le Rwanda et le monde extérieur. Quant à un éventuel cessez-le-feu, le FPR a indiqué qu'il l'accepterait lorsque les massacres auront pris fin.

Ces massacres atteignent en effet des proportions gigantesques. Les responsables d'organisations humanitaires évoquent le chiffre de 500.000 tués, en majorité des membres de l'ethnie tutsie et des hutus proches, ou supposés proches de l'opposition au régime actuel. Peu de pays à ce jour ont proposé des hommes sous la bannière de l'ONU. Les casques bleus attendus n'ont pas mandat de s'interposer entre les belligérants. En revanche, ils devraient tenter de mettre un terme aux agissements des membres de la milice qui massacrent à la machette whichever pourrait être tutsi ou partisan de l'opposition, les principales vic-

times des tueries depuis la mort du président Juvénal Habyarimana, tué dans son avion abattu par des roquettes le 6 avril. De leur côté, les opposants du FPR ont démenti les accusations du Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR) selon lesquelles ils auraient tiré sur des gens essayant de fuir en Tanzanie.

C'est précisément dans ce pays, qui doit faire face à un exode de centaines de milliers de personnes y cherchant asile et sécurité, que le ministre de la Santé français, Philippe Douste-Blazy, s'est rendu samedi pour installer la première antenne du SAMU mondial. A son retour à Paris, le ministre a dénoncé « la purification ethnique qui s'exerce aussi sur les enfants » dans le cadre « du plus grand massacre de cette fin de siècle ». Massacre, a-t-il confirmé, qui est le fait des miliciens. Il a estimé d'une urgente nécessité de mettre en place des zones de sécurité, des espaces humanitaires car « mettre des milliers d'hommes de l'ONU entre les deux camps ne suffira pas ».